

La réunion secrète du 11 juin 1965 au département d'état américain sur l'union monétaire européenne



Andrew F. Ensor



Thomas C. Mann



John R. Schaetzel



Deane R. Hinton



Robert Marjolin



Andrew F. Ensor



Thomas C. Mann



John R. Schaetzel



Deane R. Hinton



Robert Marjolin

Dans un article retentissant du 19 septembre 2000, le journaliste du très sérieux quotidien britannique Daily Telegraph, Ambrose Evans-Pritchard, a montré que les autorités américaines ont soutenu le processus dit de « construction européenne », ainsi que la mise en place, dès les années 1960, d'une union monétaire. L'UPR s'en est largement fait l'écho, à la fois dans plusieurs de mes conférences publiques et par une reprise directe de cet article sur notre site : [« Des fédéralistes européens financés par des chefs de l'espionnage américain »](#)

Reposant sur l'analyse d'archives du Département d'État des années 1950 et 1960, rendues publiques (« *declassified* ») à l'été 2000, cet article, bien que sensationnel, a été totalement passé sous silence par les médias et les partis politiques français.

De fait, en dehors de l'Union Populaire Républicaine, aucun parti politique – et notamment pas le FN, DLR ou le Front de Gauche – n'explique jamais à nos concitoyens le rôle déterminant des États-Unis d'Amérique dans la prétendue « construction européenne ». Il s'agit pourtant de la clé essentielle qui manque aux Français pour comprendre les origines réelles du désastre économique, social, agricole, industriel, diplomatique, militaire et géopolitique dans lequel leur pays ne cesse de s'enfoncer.

Au sein de la presse française, quelques très rares articles ont apporté au public des explications fouillées et sérieuses à ce sujet, essentiellement dans un numéro d'Historia de 2003, intitulé [« La CIA finance la construction européenne »](#). (texte complet disponible [sur cette page](#)).

Le contraste entre, d'un côté l'omission systématique de ce sujet stratégique dans les grands médias et les autres partis politiques français, et de l'autre côté son explicitation précise par l'UPR, est flagrant. L'UPR s'est en effet fait un devoir, depuis sa création, de présenter au public les preuves irréfutables que la « construction européenne » ne vise pas le bien-être des peuples d'Europe, mais au contraire leur asservissement à une puissance étrangère et à une oligarchie financière et industrielle prédatrice.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Faute de savoir quoi répondre sur le fond à notre démarche historique rigoureuse, qui bouleverse les schémas de pensée habituels et qui débouche sur des solutions totalement nouvelles, quelques adversaires politiques tentent de nous disqualifier avant tout débat, par le recours à la calomnie ou à la dérision. Ils appliquent la tactique du « Circulez, il n'y a rien à voir », en taxant tout bonnement l'UPR d'« antiaméricanisme primaire », voire de « complotisme ». Quelques officines se sont même risquées à insinuer que l'article d'Ambrose Evans-Pritchard – qui n'est d'ailleurs pas la seule preuve que nous avançons, très loin s'en faut ! - serait fondé sur de fausses informations.

Seulement voilà. L'UPR est un mouvement honnête, courageux, responsable et tenace. En particulier, l'UPR ne se laisse jamais impressionner ni soumettre par des manœuvres d'intimidation. Pour nous, seules comptent la recherche de la vérité, sa présentation pédagogique et sereine au peuple français, et les conclusions logiques qu'il faut collectivement en tirer.

C'est dans cet esprit que l'un des responsables de notre mouvement, après avoir échangé directement avec les archives du Département d'État américain à Washington, est parvenu à obtenir un scan de la note rendue publique ou « déclassifiée » (« *declassified* ») en date du 11 juin 1965, mentionnée par Ambrose Evans-Pritchard dans son article. Je tiens à l'en remercier ici publiquement.

[=> Lire la suite du dossier \(pdf\)](#)